



ZAKIA KHATTABI

« C'EST L'ANNÉE  
D'UNE PRISE DE CONSCIENCE  
DES CITOYENS »

Heureuse, Zakia Khattabi ? L'Ixelloise, coprésidente d'Ecolo, est une des femmes de l'année. Elle a mené son parti à une exceptionnelle victoire aux élections communales, a fait remplacer un Patrick Dupriez fatigué par un Jean-Marc Nollet remonté, et s'est déclarée candidate à devenir, en mai prochain, ministre-présidente bruxelloise. Mais si elle est très active sur les réseaux sociaux, la bagarreuse verte a un peu le blues. Son bilan de 2018 l'illustre.

## ENTRETIEN : NICOLAS DE DECKER

**Vous avez gagné les élections et arrêté toute activité sur Facebook. 2018 n'était pas une si mauvaise année, finalement...**

Ce sont de bonnes balises. Surtout que cet exercice du bilan n'est pas le plus simple pour moi : j'ai une mémoire à très court terme. Je ne sais pas s'il existe une mémoire émotionnelle comme existe une intelligence émotionnelle mais, moi, j'ai des moments flash, et pas la mémoire de l'actualité d'il y a un an. Parfois, je me dis d'ailleurs que je devrais consulter un spécialiste. Mais ces deux balises sont intéressantes, parce qu'elles disent aussi des choses sur notre société.

**Tous les spécialistes savent que l'hyperconnectivité et les réseaux sociaux détruisent la mémoire...**

Je vais creuser la piste. Mais parlons d'abord des élections, quand même. Au-delà de la victoire partisane qui réjouit la coprésidente que je suis, c'est aussi le signe d'une prise de conscience des citoyens. Je dis bien des citoyens, parce que quand on voit où en sont les politiques... Ce scrutin, mais aussi, bien sûr, la manifestation du 2 décembre, auront vu monter, dans la population, une revendication de prise en compte de l'urgence climatique.

**Qu'est-ce qui vous fait dire que cette revendication sera durable ?**

On ne peut pas l'affirmer. Mais on voit partout émerger toutes sortes de mobilisations. Avant l'été, par exemple, beaucoup de parents se sont mobilisés pour une meilleure qualité de l'air devant

les écoles. La différence, c'est qu'aujourd'hui les gens sentent concrètement, dans leur quotidien, les effets de la pollution et du dérèglement climatique. Ce n'est plus seulement dans les livres, ce ne sont plus seulement les scientifiques qui le disent : aujourd'hui, on le vit au quotidien. Ils se rendent compte également que, si on est la première génération à vraiment le ressentir, on est la dernière génération à pouvoir prendre des mesures pour stopper ce processus. Ce n'est pas d'une élection à l'autre que les gens vont arrêter de penser qu'il leur faut de la nourriture de qualité dans leur assiette ou que leur enfant doit respirer un air sain sur le chemin de l'école... Donc, cette prise de conscience, je pense qu'elle est pérenne. Alors, après, est-ce que le vote le sera ? Ça, je ne sais pas.

**Zakia Khattabi**

Née à Saint-Josse le 15 janvier 1976, Zakia Khattabi est licenciée en sciences du travail (ULB). Députée régionale bruxelloise et sénatrice jusqu'à 2014, elle devient députée fédérale après de décevantes élections du 25 mai 2014 pour son parti, Ecolo. Présentée en ticket avec le Wallon Patrick Dupriez, elle arrive à la coprésidence d'Ecolo en mars 2015, sur un projet de retour à une certaine radicalité après les années « Javaux - Hoyos ». Après la victoire écologiste aux élections communales du 14 octobre 2018, Jean-Marc Nollet remplace Patrick Dupriez à la coprésidence.

C'est à nous aussi à faire en sorte de justifier leur confiance.

**A propos de faire en sorte, vous êtes-vous sentie avoir du pouvoir, cette année, autour de ce scrutin ?**

Cette victoire, elle ne m'a pas aveuglée. Je n'ai pas encore réussi à m'en réjouir. En fait, je ne m'en réjouirai que dans six ans, si tout ce que nous sommes parvenus à mettre en place dans toutes ces communes a fait changer leur visage. Là, ce sera une victoire.

**Mais une élection comme coprésidente de parti ou comme parlementaire, ce n'est pas pareil. On peut davantage décider et faire bouger les choses...**

Surtout, c'est vrai, dans l'opposition. Mais je ne peux pas dire que si je n'avais pas été moi à la manœuvre, par exemple sur les questions migratoires, nous n'aurions pas affirmé des positions aussi claires. Peut-être que oui, peut-être que non.

**Mais ça veut dire qu'au fond ça ne sert pas à grand-chose d'être patron d'un parti comme Ecolo ?**

Non, ça veut dire que quand on est patron d'Ecolo, la démocratie interne fait que si je veux changer la couleur du papier dans nos imprimantes, j'ai cinquante instances et je reçois trois cents mails. Chez Ecolo, le président de parti en tant que tel n'a pas un pouvoir de décision. Mais c'est vrai que si je prends une position, il y aura peut-être plus de militants qui me suivront qu'un autre...

**Et peser dans les débats ?**

Là, oui. Vous avez amené la question du pouvoir mais, par contre, un des éléments que je retiens, c'est d'avoir porté une parole forte écologiste, pas seulement environnementale, pas de niche. C'était notre volonté, avec Patrick Dupriez, d'affirmer l'écologie politique comme un projet global, systémique. Et, oui, parfois, je me fais caricaturer comme la gauchiste de service, qui fait du social plutôt que de l'environnemental. D'abord, ce n'est pas vrai mais, en plus, je revendique de faire du social. On ne peut pas aujourd'hui envisager l'actualité autrement. Exemple : augmenter les accises au nom de la transition écologique. C'est une escroquerie ! On désinvestit dans la SNCB, on supprime des services publics, on oblige les gens à prendre leur voiture. On dit préparer la transition en taxant les diesels mais en exonérant les entreprises de taxes environnementales. Ce n'est pas préparer la transition, c'est dégoûter les gens de la transition. Parce qu'en plus, ce sont toujours chez les mêmes qu'on va chercher... Je le disais déjà comme parlementaire, mais comme présidente on a un autre poids, c'est sûr. Tant pis pour ceux qui me traitent d'idéologue. Ça me donne la possibilité, au-delà des mesures ponctuelles dont on peut discuter, de réaffirmer la pertinence d'un projet global. Depuis le 14 octobre, tous les autres partis ressortent leur vieux slogan sur l'écologie punitive. Une de nos victoires avec Patrick, c'est que, aujourd'hui, quand les gens entendent parler de notre projet politique, c'est un monde désirable qu'ils ont en

tête. On n'est pas des collapso-nnistes. On a conscience de la dégradation de la planète. Mais une alimentation saine, du lien social dans les quartiers parce qu'on y aura mis moins de bagnoles, ça c'est notre projet. Avant l'assemblée générale où Patrick a passé le relais à Jean-Marc, j'ai relu nos actes de candidature. J'ai relu les objectifs que nous nous étions donnés : la reconnexion avec la société civile et la réaffirmation d'une certaine radicalité.

**C'est aussi ce qu'on vous reproche : l'accusation de « khmers verts » revient à la mode...**

**« JE N'AI PAS VOCATION À ÊTRE LE PAILLASSON DE TOUS LES TROLLS ET DE TOUS LES FACHOS. »**

Oui, chez nos adversaires. Ils reviennent avec un récit et des slogans des années 1980. Mais on est une nouvelle génération, une autre histoire.

**Ce que n'ont pas compris ceux qui vous insultent sur Facebook, alors ?**

Ceux-là, ils ne parlent pas d'écologie : ils parlent de moi comme arabe. Ce n'est pas la même chose. Si j'étais MR, ce serait pareil : c'est ma tête, c'est mon nom. Quel que soit le sujet ! Si je parle de mobilité, ils me disent que c'est pour favoriser mes frères musulmans.

**Ça veut dire tout de même qu'il vous faut de la bagarre...**

Oui, il faut de la confrontation !

**N'est-ce pas contradictoire avec votre retrait de Facebook, où il y a justement beaucoup de confrontation ?**

La confrontation des projets et des idées, je n'ai aucun problème avec ça. J'aime bien ! Mais Facebook, ce n'est pas de la confrontation. Ce sont des insultes racistes, des insultes sexistes, et je commençais à désespérer de la société dans laquelle MR et N-VA nous entraînent. Vingt fois par jour je me fais insulter. Ce ne sont pas des critiques politiques. Ce sont des attaques systématiques sur ma famille, sur mes origines, sur ma prétendue appartenance religieuse. Je n'ai pas vocation à être le paillasson de tous les trolls et de tous les fachos.

**En quoi MR et N-VA seraient-ils responsables de ça ? Ils dénoncent également la violence et les insultes dont ils sont victimes sur les réseaux sociaux.**

Ici, ce n'est pas la coprésidente qui parle. C'est Zakia Khattabi à titre personnel et individuel. Depuis deux ans, je me fais attaquer sur ce que je suis. Ce n'est pas la femme politique qui est visée, c'est la fille d'Abderrhamane Khattabi et Mouna Abtoy, avec un parcours et une histoire. Je le dis avec émotion.

Ce n'est pas un jeu ! Ce qui se passe ces derniers mois est un véritable scandale. Ceux qui ne le vivent pas ne se rendent pas compte de l'état dans lequel ce gouvernement va laisser la Belgique du point de vue du vivre-ensemble.

**Mais quel est le rapport avec l'action de ce gouvernement ?**

Ce n'est pas seulement l'action, c'est aussi la libération de la parole. C'est, aujourd'hui, de trouver normal qu'au gouvernement, le responsable en charge de l'asile dise qu'il s'inspire du Belang...

**Theo Francken dit la même chose par rapport aux caricatures dont il est l'objet. On le traite de nazi...**

Mais il dit lui-même qu'il a des positions d'extrême droite ! Ce que je lui reproche, c'est lui-même qui l'admet. Il nous a donné raison. Quand il dit ça, quand il dit que le Vlaams Belang a été pour lui comme le canari dans la mine, il dit que nous avons raison avant tout le monde. Il a dit qu'il ne voyait pas la plus-value de l'immigration marocaine. J'étais parlementaire. Alors, on fait tous de la politique, mais on a tous une histoire. Quand je suis à la tribune et que je me prends ça, évidemment que je pense à mon histoire. Il y a des éléments objectifs sur lesquels on a fermé les yeux. Je m'emballe, parce qu'on ne prend pas la mesure de ce qui se joue, en ce moment, autour de ces thèmes-là. Et, pour moi, Francken c'est le cheval de Troie de l'extrême droite. Les réseaux sociaux, c'est ça...

**Mais vous aussi castagnez beaucoup sur les réseaux sociaux...**

Il y a une différence entre castagner et insulter. Je ne castagne jamais les personnes. Je critique les politiques et leurs orientations. Je n'ai jamais insulté Francken ni Charles Michel. La confrontation, ce n'est pas la guerre. J'ai choisi de m'investir en politique, j'accepte le jeu, mais je n'ai pas vocation à être un paillason !

**En remplaçant Patrick Dupriez par Jean-Marc Nollet, Ecolo remplace un doux par un castagneur, justement. C'est lié à cette dureté croissante des débats ?**

Ce n'est pas la même chose. Parfois, en rigolant, je dis qu'avec Patrick on a presque tiré à la courte paille pour savoir qui allait finir le mandat. Parce qu'en effet, la politique et le pouvoir, c'est différent. Et à ce niveau de responsabilité on est plus dans des enjeux de pouvoir que dans des enjeux de politique au sens noble du terme. Tant Patrick que moi avons un profil de militants. Et moi, en particulier, je n'ai pas fait la FEF (*NDLR : la Fédération des étudiants francophones*), je n'ai pas les réseaux du pouvoir : c'est aussi pendant mon mandat que j'ai assimilé ces réseaux... Jean-Marc, lui, a un autre passé, une expérience, notamment de ces cercles. A un moment donné, Patrick fait un choix, et il se trouve que grâce à la victoire aux élections, il était plus facile d'assumer de dire « je passe la main ». Alors, une fois que c'est fait, évidemment que je vais me dire « je vais mettre quelqu'un avec moi qui... qui... »

→ **Qui montre que c'est fini, les gentils ?**

Oui voilà... Les gens sont surpris quand je leur dis ça, on me répond « mais enfin, tu fais bien le job, tu assumes, t'es dans le débat », bien sûr ! Mais c'est pas comme si j'y prenais un plaisir fou... Vous savez, la seule chose à laquelle j'ai pensé à propos de cette année, en venant ici, c'est la question du sens. Moi, le pouvoir ne m'intéresse pas. Comme coprésidente de parti, je n'ai pas rêvé de faire gagner Ecolo. J'ai rêvé que nos politiques donnent un message à un public comme celui de mes parents sur la dignité. Mon père est venu du Maroc, il a traversé la Méditerranée, et il a été ouvrier. Quand on se balade à Bruxelles, il me montre les grands bâtiments sur lesquels il a travaillé. Et il a fait de moi une présidente de parti. Mais qu'il croie aujourd'hui, parce qu'il n'a plus de voiture, qu'il vit modestement, qu'il a raté sa vie, je ne peux pas l'accepter. C'est ce qui fait que je suis chez Ecolo. Mais au niveau où je suis, les politiques sont loin de tout ça. Ils sont dans les enjeux de pouvoir, dans la castagne, c'est « je salis l'autre pour pouvoir gagner », point à la ligne. Attention, quand je dis ça, je ne dis pas que Jean-Marc est un salaud...

**Dès sa première interview de coprésident, Jean-Marc Nollet a parlé d' « escroc-socialisme » et qualifié le CDH de parti du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas vraiment du fond, ça...**

Ça, c'est le jeu imposé aujourd'hui. Et

c'était le titre de l'article, mais le propos n'était pas celui-là du tout. Ce que je veux dire, c'est que c'est un jeu de rapport de force et de pouvoir. Avec Jean-Marc, oui, c'est se donner les moyens. Parfois, je suis un peu en décalage avec mes alter ego de ce niveau de responsabilité, et ça me fatigue. Qu'on ne voie pas ma tête dans les médias tous les jours, ça ne m'empêche pas de dormir. Et en même temps, être trop à contre-courant du jeu médiatico-politique, ça ne va pas. Donc, avec Jean-Marc, pour ces six derniers mois, j'ai anticipé sur cette violence que je n'avais pas imaginée, et donc j'ai fait le bon choix...

**Et Patrick Dupriez aussi ?**

Comme d'autres. Ce sont deux profils différents, mais il y a une personnalité socialiste, à Liège, dont le retrait de la politique m'a marquée : c'est l'ancien sénateur Hassan Bousetta. Quand il a décidé d'arrêter, je lui ai rendu hommage, parce que c'est une personne que j'apprécie mais, indépendamment, c'est un signal qui me fait très très peur. Si un profil comme le sien, professeur d'université issu de la classe ouvrière, est forcé d'arrêter, et surtout à Liège, je n'ose pas imaginer tout ce qu'il y a derrière. Il se passe quelque chose, et on ne prend pas la mesure de ce qui n'a pas été dit dans ce retrait. Et évidemment, pour Patrick aussi il y a de ça : tout le monde veut que le monde politique change, tout le monde veut que nous ayons d'autres pratiques. Mais quand des gens ont un discours différent et

plus complexe que 140 signes, ça n'intéresse pas les médias. Pourtant vous êtes les premiers à réclamer des nouvelles figures, etc. On est dans l'injonction contradictoire permanente.

**Parlons de ces injonctions contradictoires : vous critiquez le déchaînement de haine sur les réseaux sociaux, mais c'est tout de même grâce à eux que nos sociétés ont connu une prise de conscience féministe. Ce n'est pas paradoxal ?**

Les réseaux sociaux ont en effet mis une réalité en lumière. Mais comme on y passe très vite à autre chose : qui se souviendra de « l'affaire » Emmanuelle Praet dans quelques semaines ? Et de ce qui est arrivé à Cécile Djunga ? Féministe et antiraciste, je ne me suis pas réjouie de l'unanimité politique dans la condamnation du racisme qu'elle a subi. Parce que je suis tous les jours avec des politiques, et je vois la réalité : personne ne fait rien. Ils se sont indignés et puis ils sont passés à autre chose. C'est ça, les réseaux sociaux ! Mais tout n'est pas à jeter : ils permettent aussi d'être, depuis son fauteuil, en interaction avec le monde entier, le Liban ou le Maroc. Au Maroc, il y a un mouvement, #Masaktach, c'est « je ne me tais pas », de lutte contre les violences faites aux femmes. Je ne lis pas la presse marocaine, et donc ce mouvement je n'aurais jamais pu le suivre sans les réseaux sociaux.

**Mais au-delà de ces indignations très périssables, deux ou trois « lignes » gardent une permanence...**

Oui. Par rapport à #MeToo, la parole s'est libérée, et c'est déjà une victoire, mais est-ce que ça a pour autant diminué le nombre de victimes de cette violence-là ? En Belgique, après #MeToo, que s'est-il passé ? Zuhail Demir, à part systématiquement monter en ligne pour défendre les femmes quand les coupables sont musulmans, concrètement,

qu'a-t-elle mis en place ? Rien ! Il y a un effet dans le grand public, mais c'est quand même dur de dénoncer une violence. Même pour moi. Je raconte partout cette anecdote : j'avais un rendez-vous professionnel, je suis en retard, et il m'envoie « la prochaine fois je prends tout de suite une chambre à l'hôtel ». Une grande gueule comme moi, féministe assumée, je n'ai rien pu répondre. Moi-même je n'aurais pas imaginé que je n'aurais pas pu répondre. Donc aujourd'hui, je peux mesurer ce que ça coûte à une femme de dénoncer...

**Vous parliez de prise de conscience par rapport aux enjeux climatiques. Mais dans le même temps, tout le monde se réjouit de l'installation d'Alibaba à Liège...**

**« ON EST LÀ POUR ENCOURAGER LES ALTERNATIVES, ET POUR UN AUTRE MODÈLE. »**

**Comment une écologiste peut-elle lutter contre ce paradoxe sans perdre les élections ?**

Je suis d'accord. Mais nous n'avons jamais accueilli ce genre d'investissements à bras ouverts, et pourtant nous avons quand même gagné des élections. Donc les gens sont capables de faire la différence. Les socialistes se réjouissent de l'arrivée d'Alibaba alors qu'on sait que ce sont des travailleurs low-cost, des produits de mauvaise qualité ; je ne défends pas ce modèle-là. Nous ne prônons pas un désert économique, mais une économie résiliente, avec des emplois localisés et durables. C'est là que le politique doit agir !

**Vous dites ça depuis l'opposition, mais que leur diriez-vous, à Alibaba, si vous étiez au pouvoir ? « Non, dégagez, on ne veut pas de vous ! » ?**

Non, non ! Pourquoi ils sont accueillis à bras ouverts ? Parce que rien n'est fait pour favoriser une autre activité. Moi, qu'est-ce que je fais demain si j'ai une baguette magique ? J'oriente tout le soutien et toutes les aides vers cette économie résiliente, c'est-à-dire en accompagnant les PME et les indépendants. Il faut miser tout là-dessus. C'est parce que ce n'est pas le cas qu'on doit accueillir Alibaba avec le sourire. Les Alibaba, les Ryanair, pff...

**Vous avez désormais un échevin de la mobilité à Charleroi.**

**Il va fermer l'aéroport ?**

Franchement, c'est facile à dire. Mais tout seul, il ne va pas le fermer, et on ne va pas, nous, comme écologistes, demander sa fermeture. Je veux dire, moi aussi, j'ai des origines marocaines, celles de mon mari sont libanaises, je ne vais pas à la nage jusque-là ! Mais il y a une régulation, une fiscalité, qu'il faut modifier ! Pour le moment, on nous caricature beaucoup sur l'écologie punitive. Mais on est là pour encourager les alternatives, et pour un autre modèle. On a tous découvert cette année ce qu'était Ryanair, même si on le sentait déjà. C'est Zola, quoi ! Ces travailleurs low-cost, ils sont là parce que d'autres travailleurs low-cost, parce qu'ils ne peuvent pas aller voir leur famille à la nage au Maroc, sont obligés de prendre un avion Ryanair. C'est une lutte des pauvres contre les pauvres, organisée par un système, celui du tout à la croissance. Nous, on veut s'attaquer à la structure même de ce système. On ne peut pas se réjouir d'imposer des zones à basses émissions, et accepter l'élargissement du ring. On ne peut pas dire qu'on défend les travailleurs et se réjouir d'Alibaba... Au moins, ayez la décence de ne pas dire aux gens qu'ils vont avoir un emploi de qualité ! ▣